

LA CROIX

La France championne des dépenses publiques

Par **Mathieu Castagnet**, le 24/4/2017 à 03h13

En 2016, la France est devenue pour la première fois le pays où les dépenses publiques ont été les plus fortes, détrônant la Finlande.



C'est une première place dont la France se serait sans doute bien passée. Selon les chiffres publiés lundi 24 avril par Eurostat, la France a été en 2016 le pays d'Europe affichant les plus fortes dépenses publiques, devançant la Finlande qui occupait jusqu'à présent le haut du podium.

La France devant la Finlande

Solidement installée depuis longtemps sur le podium, la France prend pour la première fois la tête du classement. Avec 56,2 % de son PIB consacrés aux dépenses publiques en 2016, elle devance la Finlande où les dépenses publiques n'ont été « que » de 56,1 % l'année dernière, selon les chiffres compilés par Eurostat.

À LIRE : Faut-il réduire les dépenses publiques ?

En 2015, les dépenses publiques culminaient à 57 % en Finlande quand elle était de 56,7 % en France.

Une première place malgré un recul

La France prend donc la première place alors même qu'elle a commencé, lentement, à réduire ses dépenses publiques depuis le pic de 57,1 % enregistré en 2014. Mais, la baisse a été moins forte chez nous que parmi d'autres pays européens les plus dépensiers (Finlande, Norvège ou Danemark).

« La baisse des dépenses demeure très modeste et la France est également pénalisée par une croissance atone, inférieure à celles du reste de l'Europe. Comme le PIB augmente plus faiblement ici que chez nos voisins, la part des dépenses publique recule moins », analyse François Écalle, ancien membre de la Cour des comptes et animateur du site Internet spécialisé sur les finances publiques [fipeco](#).

Champion d'Europe, champion du monde

En s'adjugeant le titre peu envié de champion d'Europe des dépenses publiques, la France remporte également la palme au niveau mondial. Du moins pour ce qui est des économies développées.

« S'il faut mettre de côté quelques pays à l'économie très administrée, comme le Venezuela, le Zimbabwe ou la Corée du Nord, il n'y a aucun autre pays de l'OCDE où les dépenses publiques soient supérieures », rappelle François Écalle.

Des dépenses et des prélèvements

La place singulière des dépenses publique en France s'explique notamment par la spécificité de son modèle social.

En matière de retraite, par exemple, la France fonctionne avec un double régime obligatoire, pour la retraite de base comme pour la retraite complémentaire. *« La plupart des pays ont un étage obligatoire, par répartition (1), mais le reste est facultatif, payé par les ménages ou les entreprises et n'entre pas dans les dépenses publiques »,* souligne François Écalle.

La situation est identique pour la santé. Les États-Unis, par exemple, affichent de très loin les dépenses de santé les plus élevées du monde occidental. Mais une grande part de ces dépenses est financée par un système d'assurance privée et n'est donc pas comptabilisée dans les dépenses publiques.

La Finlande encore en tête pour les recettes

Avec un système où les dépenses de santé et les dépenses de retraites sont très majoritairement socialisées, la France est obligée de trouver de fortes recettes publiques. Cela conduit donc à un taux de prélèvements et de recettes publiques sensiblement plus élevé qu'ailleurs.

En France, les recettes publiques ont ainsi atteint 52,8 % du PIB en 2016. Un taux qui place la France au second rang parmi les 28 pays européens. Derrière... la Finlande. L'écart de recettes publiques entre les deux pays les plus dépensiers s'explique par la différence en matière de déficit. Il demeure élevé en France, à 3,4 % du PIB en 2016 quand il a été contenu à 1,9 % en Finlande.

Mathieu Castagnet

(1) Dans un système de retraite par répartition, les cotisations, versées par les actifs au titre de l'assurance vieillesse, sont immédiatement utilisées pour payer les pensions des retraités.